

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURESCOMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

du

van

MARDI 17 AVRIL 2007

DINSDAG 17 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 22 sous la présidence de M. Francis Van den Eynde.

01 Question de M. Patrick Moriau au ministre de la Coopération au Développement sur "le concept de bonne gouvernance" (n° 14095)

01.01 Patrick Moriau (PS) : Quelle est, d'après vous, la définition du concept de « bonne gouvernance » et quelles pratiques politiques sous-tendent ce principe ? L'évaluation de la bonne gouvernance d'un pays à partir de l'indicateur « *country policy and institutional assessment* » (CPIA) de la Banque mondiale soulève en effet des questions.

Cet indicateur – qui conditionne l'octroi de prêts aux pays en développement – se base sur des critères économiques d'austérité budgétaire et de basse inflation, de politiques structurelles de dérégulation des marchés, des prix et des salaires et d'ouverture des secteurs à la concurrence. Mais ne risque-t-il pas d'entraîner un ciblage de l'aide vis-à-vis de certains pays ? La logique d'optimisation des flux n'amène-t-elle pas à désertier certaines régions ? Les pays du Sud étant de plus en plus ouverts à l'économie mondiale, le critère de bonne gouvernance ne concerne-t-il pas des facteurs sur lesquels les gouvernements n'ont plus de prise ? Peut-on diminuer l'aide à des populations qui souffrent déjà des carences de leur gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté ? Conditionner l'aide à ce critère n'augmente-t-il pas la tutelle de la Banque mondiale sur ces pays ?

La nécessité de faire reposer la solidarité sur la société civile et les ONG ne peut-elle amener à l'abandon de la solidarité au secteur privé ? En général, la bonne gouvernance promeut la diminution du rôle régulateur de l'État au profit du marché, de la famille ou des ONG.

Les discours de la bonne gouvernance et les politiques qui en découlent ne constituent-ils pas une nouvelle forme du néolibéralisme ? Face à l'échec des politiques d'ajustement structurel qui ont eu des conséquences sociales désastreuses dans les pays du Sud, les institutions financières internationales ont renommé les prêts aux pays pauvres en « facilités pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance », mais ils reposent toujours sur les mêmes principes de subsidiarité, d'individualisme, de responsabilité personnelle, de liberté individuelle, de rendement et d'efficacité.

Les politiques de lutte contre la pauvreté dans ce cadre privilégient une utilisation sélective des dépenses sociales, qui doivent être un investissement rentable de formation du capital humain et non pas un outil de redistribution des richesses. Les programmes de lutte contre la pauvreté doivent permettre aux pauvres de s'intégrer dans le développement grâce à leurs efforts et d'accéder aux circuits sociaux et économiques formels. La question des droits et de la protection sociale est absente, ce qui mène à une approche d'assistanat de la pauvreté.

Par ailleurs, ce discours confine le développement aux experts. Le développement devient un objet scientifique, un processus dans lequel le politique n'est plus qu'une question de performance.

Le développement sort donc du débat politique et du choix démocratique. Il faut réfléchir au contenu à donner à ce concept. Les critères de bonne gouvernance doivent renvoyer aux principes de l'État de droit et les options de développement doivent pouvoir être débattues de manière libre et démocratique, et non imposées par les institutions financières internationales.

Par ailleurs, seules des politiques de santé ou d'éducation universalistes pourront combattre réellement la pauvreté, et non les politiques « focalisées » sur les pauvres, qui ne s'attaquent aucunement aux inégalités structurelles.

Vous avez entendu l'histoire de Paul Wolfowitz, qui a été rejoint par ses amis politiques de la Maison Blanche ou du Pentagone, engagés sur base de contrats flous, et qui dirigent désormais la Banque mondiale par oukases. La lutte contre les détournements de l'argent destiné aux pauvres est sélective, et les décisions prises rejoignent toujours les intérêts du département d'État américain.

Ceci dit, j'ai reçu hier un communiqué de 63 ONG selon lesquelles les gouvernements européens tenteraient de trouver une solution en vue de la non-démission de M. Paul Wolfowitz. Avez-vous des informations à ce sujet ?

01.02 Armand De Decker, ministre (*en français*) : J'ai déjà tenté de répondre à ce genre de question, mais elle reste d'actualité. D'autant que M. Moriau a attendu que je me rende à Washington, à la Banque mondiale, et surtout que M. Wolfowitz ait des soucis, pour la poser.

La Banque mondiale est une institution indispensable qui existait avant M. Wolfowitz et existera après lui. Cette institution mène, dans de nombreux domaines, une politique fort utile.

Permettez-moi, d'abord, de dire quelques mots sur la Conférence internationale des 14 et 15 mars derniers à Bruxelles sur ce thème, à l'initiative de M. De Gucht et de votre serviteur. J'attache, en effet, la plus grande importance au thème de la bonne gouvernance. J'ai lancé un appel à une véritable révolution culturelle à ce sujet dans les pays en développement, plus particulièrement en Afrique, où les pays de l'Union européenne ont décidé, depuis décembre 2005, de doubler leur aide. L'efficacité de l'aide dépend, en effet, de la bonne gouvernance des pays qui en bénéficient et qui ont des obligations dans ce domaine, depuis l'adoption des objectifs de développement du Millénaire en l'an 2000.

Depuis trois ans que je détiens ce portefeuille, j'ai pu constater que le plus grand obstacle à la lutte contre la pauvreté provient de la mauvaise gouvernance de nombreux pays en voie de développement. C'est pourquoi, il faut une véritable révolution culturelle dans ce domaine. Si ces pays souhaitent vraiment aider leurs peuples, il faut que les gouvernants montrent l'exemple.

Cette conférence des 14 et 15 mars, organisée avec l'OCDE et la Banque mondiale, a réuni 400 personnes venant des gouvernements des pays donateurs, des bénéficiaires de l'aide, du secteur privé et de la société civile. En nous engageant à atteindre les objectifs de développement du millénaire, nous avons souscrit à une gouvernance qui rend le développement possible. Je me réjouis d'avoir pu y constater qu'un consensus international se dessinait sur plusieurs idées qui me tiennent à cœur, comme l'importance d'un dialogue politique renforcé avec les pays du Sud, l'idée que l'amélioration de la gouvernance doit être un processus à encourager via un dialogue politique par des mesures incitatives plutôt que des sanctions.

Un exemple : quand je suis arrivé pour la première fois à la Banque mondiale, j'ai souhaité créer un dialogue politique sur le thème de la gouvernance avec les ministres des Finances des pays subsahariens.

Nous avons commencé par le Niger, le Burundi et la RDC. Il s'agissait d'avoir un dialogue politique entre la Coopération belge et le ministère des Finances de ces pays, en présence de l'Institut de la Banque mondiale, pour encourager les pays bénéficiaires de notre aide à accepter des programmes faisant évoluer le concept de bonne gouvernance à long terme. Pour moi, le débat international sur la bonne gouvernance évolue dans un sens positif qui correspond d'ailleurs aux positions de l'Union européenne.

Sur les indicateurs de la Banque mondiale, des inquiétudes comme les vôtres ont aussi été exprimées lors de cette Conférence. Les membres du panel sur cette question spécifique ont indiqué que les indicateurs sont un instrument utile de mesure objective mais pas une recette miracle et qu'il convient de les utiliser avec prudence.

Après ces échos du débat international sur la gouvernance, je voudrais préciser les points suivants.

Le concept de bonne gouvernance doit être replacé dans son contexte historique : il est apparu au début des années 90, vu l'impact limité de décennies d'efforts de coopération au développement. Deux notions sont aujourd'hui considérées comme les conditions politiques d'un développement plus efficace : l'idée que l'efficacité de l'aide passe par l'appropriation, les réformes conçues et imposées de l'extérieur ne fonctionnant pas, et la notion de bonne gouvernance, une bonne gestion des affaires publiques étant indispensable pour le développement.

À cet égard, je vous renvoie aux travaux du malien Ousmane Sy, qui a dénoncé le manque de gouvernance des pays africains sub-sahariens par rapport aux responsabilités qui sont les leurs. Sous son influence, le Mali a, d'ailleurs, fait des efforts considérables dans ce domaine.

La définition du concept de bonne gouvernance est plus ou moins large selon la perspective, technocratique ou politique. Personnellement, j'entends par là le respect de l'état de droit, et notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire. Cette notion inclut aussi des valeurs éthiques et morales, comme le fait que l'intérêt général prime les intérêts particuliers. La gouvernance touche aussi au respect des droits de l'homme, à la place de la femme dans la société et au respect de l'environnement.

Pour la Banque mondiale, c'est évidemment la définition technocratique qui est utilisée et mise en application sur la base des indicateurs CPIA. Mais la Banque mondiale n'est qu'une institution parmi d'autres qui s'occupent du problème. L'objectif de ces indicateurs est de s'assurer que les fonds soient gérés d'une manière transparente et efficace. Il ne s'agit donc pas d'une approche inspirée par ce que vous appelez le néo-libéralisme, mais du souci d'une bonne gestion financière.

La Banque mondiale comme d'autres donateurs, y compris l'Union européenne, module de plus en plus ses interventions en fonction des performances et des engagements des pays donateurs. C'est d'ailleurs le cas aussi de la coopération belge, car nous souhaitons augmenter l'appropriation des projets par le pays bénéficiaire, à mesure que progresse la bonne gouvernance dans ce pays.

Cela ne signifie pas que les pays qui ne bénéficient ni d'une gouvernance suffisante, ni de perspectives encourageantes n'auront d'aide, à l'avenir. Ce serait une double pénalisation de la population qui souffre déjà d'une mauvaise gouvernance de leurs dirigeants.

C'est pourquoi j'estime que mener les gouvernants des pays du Sud à bien gouverner est notre première priorité.

01.03 Patrick Moriau (PS) : Il ne s'agit pas d'être pour ou contre la bonne gouvernance, mais de savoir ce qu'on entend par-là. Certes, il y avait une Banque mondiale avant Wolfowitz et il y en aura une après lui, mais les événements liés à ce dernier permettent aux langues de se délier et indiquent la volonté d'utilisation des grandes institutions financières internationales par les États-Unis à des fins hégémoniques.

Tous les critères de la Banque mondiale auxquels je souscris ne sont pas respectés. Toutefois, je suis d'accord avec vous pour dire que nous sommes dans un processus évolutif.

01.04 Armand De Decker, ministre (en français) : Vous semblez craindre que les pays européens aient facilité le maintien de M. Wolfowitz. Suivant les échos que j'ai, il s'avère qu'au contraire, les pays européens souhaitent une exigence en termes de respectabilité de l'institution et de son plus haut responsable. Ce dossier devrait donc évoluer sous peu.

01.05 Patrick Moriau (PS) : Je ne demande la tête de personne ! Je me suis contenté de rapporter les propos de M. Tricarico, directeur de la campagne « *Per la riforma della Banca Mondiale in Italia* ».

L'incident est clos.

02 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au Développement sur "un projet relatif à la violence sexuelle en République démocratique du Congo" (n° 14357)

02.01 Hilde Vautmans (VLD) : Je voudrais demander à chacun(e) de respecter le règlement. La question précédente a pris 35 minutes, alors que la durée prévue est de cinq minutes.

Depuis janvier 2005, la Belgique cofinance, avec trois organisations des Nations Unies, un projet visant à lutter contre la violence sexuelle en République démocratique du Congo. Couvrant une période de quatre ans, le projet est axé sur différents aspects de la problématique de la violence sexuelle à l'encontre des femmes et des enfants. Le projet concerne trois provinces de la RDC et la Belgique y contribue à hauteur de 7,82 millions d'euros.

La moitié de la durée prévue étant écoulée, j'aurais aimé savoir où en est le projet actuellement. A-t-il déjà été évalué ? Suit-il le programme prévu ? Quelles en sont les conclusions ? Le projet sera-t-il reconduit ?

Président : M. Patrick Moriau.

02.02 Minister Armand De Decker (en néerlandais) : Le projet a été officiellement lancé en juin 2005 et en est à présent en effet à mi-chemin. L'organisation d'un symposium avec la Belgique comme hôte a été remise en avant, au niveau national comme sur la scène internationale et en RDC. Il en est résulté le *Brussels call to action to adress sexual violence in conflict and beyond*, ce qui est apparu positif pour le projet.

Les agences chargées de la mise en oeuvre veillent en premier lieu à coordonner les actions. Le projet progresse bien, en dépit de certaines difficultés essentiellement logistiques.

En 2006, l'UNICEF et l'UNFPA ont procédé à une évaluation de la coopération avec leurs partenaires. Là où le besoin s'en est fait sentir, il a été fait appel à de nouveaux partenaires.

Les stratégies d'intervention ont été adaptées en cours de route pour résoudre les problèmes d'accès à des régions où se trouvent de nombreuses victimes.

La banque de données expérimentale fait apparaître que 5.891 victimes ont été secourues médicalement et que 4.648 ont bénéficié d'une aide psychosociale.

Le volet judiciaire pâtit de difficultés structurelles et techniques qui nuisent aux résultats. On peut néanmoins parler d'un résultat tangible dans la mesure où une loi préventive de l'impunité a été adoptée en RDC le 22 juin

(En français) Dans chaque province, la formation des enquêteurs, des superviseurs et des relais communautaires de surveillance s'est poursuivie.

(Des manifestants invectivent le ministre depuis la tribune des visiteurs. Les perturbateurs sont expulsés.)

02.03 Armand De Decker, ministre (en français) : Messieurs, apprenez la démocratie ! Vous donnez un triste spectacle.

Diverses activités de plaidoyers de mobilisation sociale et de changements de comportement ont été réalisées, ainsi que des documentaires afin de sensibiliser les principaux leaders à la lutte contre la violence sexuelle.

(En néerlandais) : Les structures de l'aide médico-sanitaire ont été renforcées par la fourniture de médicaments et de moyens de prévention ainsi que par la réhabilitation des structures cibles. Des problèmes se posent sur le plan du transport de médicaments en raison de difficultés logistiques et de coûts élevés.

Du personnel a également été formé pour les prestations de service.

(En français) Des médiateurs communautaires ont été formés en vue de la réinsertion des victimes dans leur famille. Par ailleurs, avec l'aide d'ONG, des activités génératrices de revenus pour les victimes sont mises en place.

La mobilisation croissante de la partie congolaise contribue à la réalisation des objectifs du projet.

Pour contribuer à la sensibilisation au plus haut niveau, j'ai remis au président Kabila lui-même la copie d'un reportage réalisé par la RTBF sur la manière dont l'hôpital Panzi à Bukavu soigne les femmes victimes de violences sexuelles dans le Kivu.

Malheureusement, en Afrique, l'utilisation du viol comme arme de guerre est une réalité.

(En néerlandais) Le projet en est à mi-parcours et sera évalué cette année. Les résultats de l'évaluation devraient être connus en juin. Je ne manquerai pas de tenir le Parlement au courant.

02.04 Hilde Vautmans (VLD) : Je suis choquée par les réactions venues de la tribune. Il est choquant que nos travaux soient perturbés par des cris et des vociférations. Je comprends que le résultat des élections congolaises ne plaise pas à tout le monde, mais en tant qu'observatrice, j'ai pu m'assurer du déroulement correct du scrutin. Il convient dès lors de s'incliner face au résultat.

Il ressort des chiffres communiqués par le ministre que le nombre des victimes est réellement important. Il importe que le projet soit évalué, mais j'espère que l'on tirera des enseignements utiles de cette évaluation. À notre ordre du jour figure une résolution qui, je l'espère, pourra encore être examinée aujourd'hui. Je propose que nous poursuivions nos travaux pendant l'heure de midi.

L'incident est clos.

03 Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au Développement sur "les dépenses des pays en voie de développement dans les secteurs 'non productifs'" (n° 14980)

03.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : Le FMI impose aux pays en voie de développement des plafonds de dépenses de façon à ce qu'ils ne puissent pas consacrer à des secteurs non productifs l'aide financière au développement qu'ils reçoivent. Le FMI nie systématiquement qu'un tel problème se pose.

En moyenne, 37 % de l'aide extérieure est mise de côté pour alimenter des réserves internationales. Et sur les 63 % restants, seulement 28 % ont été dépensés, ce qui signifie qu'à peine 20 % de l'aide sont réellement convertis en projets de développement.

Le ministre est-il informé de cette pratique du FMI ? Sur quelle proportion de l'aide extérieure belge cette pratique a-t-elle une incidence ?

03.02 Armand De Decker, ministre (en néerlandais) : En réalité, c'est le ministre Reynders qui est compétent pour les questions liées au FMI.

Les chiffres cités par M. Van der Maelen proviennent d'une étude que le FMI a consacrée à la question : « comment les pays en voie de développement doivent-ils se comporter en cas d'augmentation forte et soudaine des montants de l'aide au développement et quelles répercussions macro-économiques peuvent en découler ? » Cette forte croissance résulte des promesses faites par les pays donateurs lors des réunions du G8 à Monterey et à Gleneagles. L'étude du FMI portait sur la situation au Mozambique, au Ghana, en Éthiopie, en Ouganda et en Tanzanie.

Toute augmentation du budget d'aide au développement est en soi une bonne chose, mais le FMI émet cependant certaines réserves. C'est ainsi que des problèmes macro-économiques peuvent surgir lorsque ces budgets augmentent une année puis diminuent l'année suivante. L'année où ils augmentent, les gouvernements investissent dans des projets, puis lorsque l'année suivante il n'y a plus d'argent pour les poursuivre, l'argent nécessaire doit être emprunté sur le marché intérieur. Ce type de situation entraîne une augmentation du déficit des finances publiques.

Une augmentation soudaine peut aussi avoir un impact négatif sur le secteur privé. Les autorités vendent les devises entrantes à la banque centrale, qui les vend à son tour sur le marché. Ce processus fait monter la valeur de la devise nationale, ce qui peut mettre les sociétés d'exportation en difficulté. Dans de nombreux pays, la banque centrale garde donc une partie des devises en réserve.

Il s'agit d'une réponse très théorique qui ne s'applique d'ailleurs pas à la Belgique qui ne donne pas d'argent aux gouvernements mais développe des projets communs.

Le FMI constate que l'argent des pays donateurs est bien utilisé, mais qu'une partie de cet argent est utilisée pour réduire le déficit budgétaire. Avant l'augmentation des budgets d'aide, les gouvernements concernés empruntaient l'argent nécessaire pour combler ce déficit sur le marché intérieur.

(En français) Les gouvernements ont choisi de faire augmenter les dépenses publiques après l'augmentation de l'aide mais moins rapidement qu'avec le volume total d'aide complémentaire. L'étude du FMI montre que les dépenses augmentent moins rapidement que l'aide, ce qui entraîne une diminution de l'endettement intérieur et témoigne d'une politique macroéconomique prudente des pays concernés.

03.03 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : J'ai également posé cette question à M. Reynders et j'ai pu conclure de sa réponse que la Belgique a demandé à son représentant auprès du FMI, M. Willy Kiekens, de ne pas s'opposer à cette politique.

Il est évidemment important pour un pays en voie de développement de disposer de finances publiques saines mais la politique du FMI n'est absolument pas neutre sur le plan politique. D'aucuns la qualifient de monétariste ou néo-libérale. Force est de constater que le FMI n'est pas favorable aux dépenses publiques. Il est inconvenant que le FMI détermine la manière dont les pays doivent dépenser l'argent qu'ils n'ont pas reçu du FMI mais d'autres pays. La stabilité financière peut être atteinte différemment.

En outre, des travaux d'infrastructure n'ont aucune influence inflationniste. Je pense à la construction d'une école ou à l'aménagement de conduites d'eau.

Il convient d'entamer la discussion à ce sujet au sein du FMI.

03.04 Armand De Decker, ministre *(en néerlandais)* : Je propose que M. Kiekens vienne fournir des explications à l'entame de la prochaine législature.

L'incident est clos.

04 Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au Développement sur "la note stratégique 'agriculture et sécurité alimentaire'" (n° 15003)

04.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : La note stratégique "agriculture et sécurité alimentaire" est actuellement réexaminée au sein de la DGCD. Sur quelles conclusions base-t-on la nouvelle note ? La note actuelle est-elle remaniée ? Y intègre-t-on de nouveaux accents ? Le cas échéant, pourquoi ? Dans quelle mesure la nouvelle note vise-t-elle des engagements ciblés et concrets en matière de développement durable de l'agriculture ? Quelle incidence pouvons-nous escompter ? La note pourra-t-elle servir de cadre stratégique de référence pour la mise en œuvre de l'aide bilatérale ? Dans quelle mesure influera-t-elle sur la position belge dans le cadre des pourparlers entre donateurs, des accords commerciaux internationaux et de la politique commerciale internationale et surtout européenne ? Les ONG belges expérimentées peuvent-elles formuler leurs recommandations ? Les organisations agricoles des pays en voie de développement peuvent-elles faire apport de leur expérience ? Bien que « l'agriculture et la sécurité alimentaire » constituent l'un des cinq secteurs prioritaires de la coopération belge au développement, la part de l'agriculture dans les dépenses est passée de 11 % en 1987 à 3 % en 2005. La nouvelle note stratégique mentionnera-t-elle les moyens consacrés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire au cours des années à venir ?

04.02 Armand De Decker, ministre *(en néerlandais)* : La loi de 1999 sur la coopération internationale prévoit une adaptation quadriennale des notes stratégiques sur la base d'une évaluation. Les évaluations sectorielles – en particulier des notes stratégiques sectorielles et thématiques – sont intégrées dans le programme d'évaluation de la DGCD. Chaque année, un secteur de la loi est évalué. Ainsi, l'enseignement sera évalué en 2007.

À l'occasion de l'évaluation du secteur "agriculture et sécurité alimentaire", nous tirerons certains enseignements qui seront traduits dans la mise à jour de la note stratégique en question. Les notes

stratégiques de la seconde génération seront plus courtes. Elles tiendront compte des résultats des évaluations, mais aussi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide. Les nouvelles notes ne remplaceront pas les notes stratégiques plus détaillées mais les accompagneront.

La société civile sera davantage impliquée dans la préparation et l'élaboration des nouvelles notes stratégiques, conformément à une recommandation du « *peer review* » du comité d'aide au développement de l'OCDE. Les notes stratégiques doivent contribuer à faire de la Belgique un meilleur partenaire des pays bénéficiaires. La coopération belge doit s'aligner sur les stratégies de développement de ces pays dans le respect du principe de l'« *ownership* ».

La part de la coopération officielle belge affectée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire a effectivement diminué, passant de 11 % en 1987 à 3,2 % en 2005. Il s'agit en réalité de 4,2 % si l'on tient compte de l'action du Fonds belge de survie. L'explication de cette baisse réside dans les nombreux échecs qu'a connus la coopération belge au développement dans ce secteur au cours des années 80 et 90.

Il est trop tôt pour parler de l'orientation future de la politique en cette matière. Conformément aux principes de l'efficacité de l'aide, la coopération belge au développement s'oriente vers une plus grande concentration, tant au niveau des pays qu'au niveau des secteurs, et vers une plus grande spécialisation, en s'alignant sur les stratégies de développement des pays partenaires dans le respect du principe de l'*ownership*. Le développement de l'agriculture ne figure pas toujours parmi ces stratégies. Quand c'est le cas, nous en tenons compte dans nos programmes de coopération. L'agriculture est un secteur très important dans la lutte contre la pauvreté et j'estime que cette importance croîtra dans les années à venir.

L'incident est clos.

05 Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Coopération au Développement sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15025)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai adressé la même question écrite à tous les ministres le 27 février dernier. Dans l'intervalle, la moitié seulement d'entre eux m'ont répondu. Le ministre De Decker ne fait pas partie de ceux-là. La fin de la législature étant imminente, je pose ma question oralement.

Le cabinet ou le département de la Coopération au développement ont-ils eu recours aux services de Me Uyttendaele sous la présente législature ? Le cas échéant, combien de dossiers lui ont-ils été confiés ? Quel est le montant des honoraires versés à l'époux de la ministre de la Justice ?

05.02 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : Je n'ai jamais fait appel au bureau d'avocats de M. Uyttendaele.

05.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le ministre est une des rares personnes à ne pas l'avoir fait. J'en viendrais presque à l'en féliciter.

L'incident est clos.

06 Question de M. Claude Marinower au ministre de la Coopération au Développement sur "les livres scolaires palestiniens" (n° 15076)

06.01 Claude Marinower (VLD) : Au cours d'un débat mené durant la précédente législature, l'ancien secrétaire d'État à la Coopération au Développement, M. Boutmans, a déclaré que les manuels scolaires (palestiniens) ne constituaient plus un problème.

Un communiqué de presse publié fin mars 2007 sur les manuels scolaires destinés aux enfants de onze ans et présentés en décembre 2006 révèle le contraire. Si en 2001, le matériel éducatif était rédigé dans une langue beaucoup moins subversive, cette édition-ci recourt à nouveau abondamment à ce type de propos incendiaires. Ainsi, la partie consacrée à la géographie mentionne, comme auparavant, que la superficie de l'État palestinien s'élève à 10.000 km², une donnée qui ne peut être exacte qu'en faisant abstraction de l'existence d'Israël. L'État d'Israël ne figure pas sur les cartes.

En première page d'un document édité en septembre 2006, la Belgique est cordialement remerciée pour l'aide financière apportée en faveur de ce projet. Au moins les services des Affaires étrangères en ont été informés.

Comment les services compétents en la matière surveillent-ils l'affectation des moyens mis à la disposition de l'Autorité palestinienne ? Si l'enquête démontre que les fonds ont été affectés à d'autres projets, comment l'administration veillera-t-elle à ce que pareilles erreurs ne se reproduisent plus ? Le ministre peut-il confirmer que nos autorités, en particulier l'ambassade, ont lancé une enquête à ce sujet ? Quels sont les résultats de l'enquête en cours depuis plusieurs mois ? Quelles mesures le ministre envisage-t-il de prendre en vue de sanctionner l'utilisation abusive des fonds provenant de la Belgique ?

06.02 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : la clôture en octobre 2004 et en juillet 2006 des deux projets supplémentaires que nous avons financés constitue une donnée importante. Depuis, la Belgique n'est plus concernée par le développement du curriculum, ni par l'impression de livres scolaires.

La CTB a supervisé les projets en permanence et les accusations proférées par le passé ont été systématiquement réfutées. Depuis la clôture des projets, il n'y a plus de contact entre le consulat de Belgique et le Palestinian Curriculum Development Center. Nous ne pouvons évidemment pas garantir qu'aucune modification n'a été apportée depuis aux manuels.

Les polémiques de ce type resurgissent chaque fois qu'un ministre se rend dans les zones palestiniennes.

06.03 Claude Marinower (VLD) : Je vérifierai la réalité de ce que suggère le ministre.

Après avoir entendu les explications du ministre, je ne comprends pas pourquoi des remerciements sont adressés au gouvernement belge.

06.04 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : Au fil du temps, la CTB a constaté des difficultés et fait apporter des changements. Les Palestiniens se souviennent bien entendu que nous avons financé l'achat de livres scolaires. À l'époque, ces livres ne posaient aucune difficulté. Il convient de resituer ces remerciements dans ce contexte.

06.05 Claude Marinower (VLD) : Si je ne me trompe, le ministre laisse entendre que mes informations sont erronées et inspirées par la visite du ministre De Gucht.

06.06 Armand De Decker, ministre (*en français*) : Quand je me suis rendu en Palestine, j'ai été remercié pour l'action de mes prédécesseurs concernant la publication des livres scolaires. On m'a prévenu qu'il y avait eu des problèmes et que ces livres ont été changés, mais c'est de l'histoire ancienne. Nous avons cofinancé des livres scolaires de qualité. Les livres de sciences ou dans d'autres domaines n'ont pas posé problème.

06.07 Claude Marinower (VLD) : L'ambassade a-t-elle fait office d'intermédiaire à cet égard ? Selon les informations dont je dispose, une enquête avait été demandée par l'administration des Affaires étrangères. Quel en est le résultat ?

06.08 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : Je n'en dispose pas.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Coopération au Développement sur "la coopération en Palestine en 2006 et après la constitution du gouvernement d'union nationale" (n° 15077)

07.01 Zoé Genot (ECOLO) : À la suite d'un processus électoral exemplaire, le Hamas a accédé au gouvernement palestinien au printemps 2006. Le Quartette, dont l'Union européenne, a alors suspendu toute

aide directe au gouvernement palestinien. La Coopération belge a continué les projets en cours début 2006 mais deux nouveaux projets (électrification au nord de la Cisjordanie et réhabilitation des écoles en Cisjordanie et à Gaza) ont été suspendus. Avant ces élections, vous aviez aussi envisagé une aide supplémentaire de 10 millions d'euros pour la réhabilitation de la bande de Gaza après le départ d'Israël.

À l'automne 2006, le Parlement européen a constaté l'échec du système d'aide indirect mis en place et préconisé un retour à l'ancien mécanisme. Depuis, les politiques palestiniens ont consenti de nombreux efforts pour s'entendre et améliorer la situation en Palestine et vis-à-vis d'Israël. J'espère que la Communauté européenne et la Belgique, qui avaient rapidement pénalisé les Palestiniens de leur vote, réagiront aussi rapidement pour adapter son soutien.

Quels projets de coopération ont été poursuivis en Palestine après la victoire du Hamas ? Quels projets ont été suspendus ou réorientés ? Pour quel budget ?

Quelles actions ont été entreprises pour permettre à la Palestine de bénéficier des 60 millions d'euros qui lui sont dus par Israël au titre d'impôt sur le transfert de marchandises par son territoire ? Comment s'organise la coopération belge après la constitution d'un gouvernement palestinien d'union nationale ?

07.02 Armand De Decker, ministre (*en français*) : Les deux principaux objectifs qui ont guidé le gouvernement dans ses décisions relatives à notre coopération dans les territoires palestiniens après l'arrivée du Hamas au gouvernement ont été de soutenir la population palestinienne et de faire évoluer le Hamas.

En poursuivant ces objectifs, j'ai suspendu temporairement trois projets. Deux ont été débloqués depuis, à la suite de la décision israélienne d'autoriser l'électrification de villages dans la région de Jéricho en zone C et aux précisions fournies par le Dr O. Kitaneh, président de la *Palestinian energy authority*, quant au statut de cet organisme.

Par ailleurs, des projets qui étaient en cours avant l'arrivée du Hamas au pouvoir se poursuivent.

Les projets suivants sont donc poursuivis conformément aux décisions de l'Union européenne et du gouvernement belge : *Development of the electrical power distribution in the North and West bank*, *Contribution to the construction of a secondary girl school and rehabilitation of a boy school in Kufre*, *Local infrastructure and capacity building project*, *Reinforcement of the Tertiary Health care in Palestine*, *Establishment of labs in Shifa and Ramallah hospitals* (projet qui a permis la création de l'unité de chirurgie cardiaque à Ramallah), *Studyfund low-cost sanitation technologies in Hartas*, *Palestinian curriculum development center*, pour un total d'environ 10 millions d'euros annuels.

Dans le cadre du plan Wolfensohn (prédécesseur de M. Wolfowitz à la Banque mondiale), visant à la réhabilitation de Gaza après le retrait des troupes israéliennes, j'ai donné mon accord à un projet d'épuration des eaux dans le sud de la Bande de Gaza pour 4 millions d'euros. Ces projets datent d'après l'arrivée du Hamas au gouvernement.

Enfin, j'ai aussi lancé un projet de livraison de médicaments aux hôpitaux palestiniens pour 1,6 million d'euros.

C'est à mon collègue De Gucht que vous devriez poser votre question sur les recettes conservées par Israël. Une mission conjointe DGD/CTB, dont découleront des propositions pratiques, vient de se rendre dans les territoires palestiniens. Notre position à la suite de la constitution du nouveau gouvernement d'union nationale s'alignera sur celle de l'Union européenne.

07.03 Zoé Genot (ECOLO) : Les sommes attribuées pour la Palestine sont moins importantes que celles annoncées en février 2006. Vous avez déclaré à plusieurs reprises que ce qui pénalise le plus les Palestiniens et leurs pouvoirs publics, c'est de ne pas pouvoir bénéficier des taxes, qui permettraient de payer 90 % des fonctionnaires. Il est urgent que l'Europe et la Belgique prennent position en la matière.

Quand le Hamas a été élu, il y a eu une réaction fort rapide de la Communauté internationale. Je trouverais décevant, alors que des avancées voulues par celle-ci ont eu lieu avec des signaux positifs par rapport au processus de paix, qu'elle traîne maintenant les pieds !

07.04 Armand De Decker, ministre (*en français*) : Je serai plus prudent que vous. Je crois que les choses pourraient aller plus vite si les signaux du gouvernement d'union nationale étaient plus clairs sur le respect de la feuille de route, la fin de la violence et des actes terroristes et sur la reconnaissance de l'État d'Israël. À ce jour, ces trois questions découlent toujours implicitement d'un gouvernement de coalition avec le Fatah mais n'ont pas encore fait l'objet de déclarations et d'engagements très précis. C'est pourquoi l'Union européenne est prudente, même si elle a la volonté d'aider au processus de paix.

Lorsque j'ai annoncé les 10 millions supplémentaires, à la suite du retrait israélien de Gaza, je voulais aider M. Wolfensohn à réaliser son plan. Mais les élections ont rendu les choses plus difficiles. Lors de ma visite en juillet, le président Abbas voulait créer un gouvernement de coalition rapidement, pour normaliser notamment la relation avec Israël. Mais cela a pris des mois et fut beaucoup plus compliqué.

Aujourd'hui, j'espère que la situation évoluera dans le bon sens. Les initiatives de l'Arabie Saoudite sont des signes d'une volonté politique de régler la question israélo-palestinienne. En tout cas, la Belgique fera tout pour faire progresser le processus de paix.

07.05 Zoé Genot (ECOLO) : Je n'ai jamais été en accord avec les critères de reconnaissance de l'État israélien fixés par la communauté internationale, sachant que ni la Belgique ni Israël n'ont reconnu l'État palestinien. Des signes positifs doivent être montrés de tous côtés, mais les politiques palestiniens montrent leur volonté de coexistence et d'avancer dans le processus de paix. La communauté internationale doit les encourager.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 11 h 48.

De vergadering wordt geopend om 10.22 uur en voorgezeten door de heer Francis Van den Eynde.

01 Vraag van de heer Patrick Moriau aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "het begrip 'goed bestuur'" (nr. 14095)

01.01 Patrick Moriau (PS): Hoe definieert u het begrip "goed bestuur" en op welke politieke praktijken berust dit beginsel? De evaluatie van het goed bestuur van een land op grond van de CPIA-graadmeter (*Country Policy and Institutional Assessment*) van de Wereldbank roept inderdaad heel wat vragen op. Die graadmeter – waarvan de toekenning van leningen aan de ontwikkelingslanden afhangt – is gestoeld op de economische criteria van budgettaire bezuinigingen en lage inflatie, een structureel dereguleringsbeleid van de markten, de prijzen en de lonen en van de openstelling van de sectoren voor de mededinging. Maar is de kans niet groot dat sommige landen die niet aan die graadmeter voldoen, uit de boot vallen? Zullen door de logica van de optimalisering van de hulpverlening een aantal regio's niet verwaarloosd worden? Vermits de landen uit het Zuiden zich meer en meer voor de wereldeconomie openstellen, kan men zich afvragen of het criterium van goed bestuur geen factoren omvat waarover de regeringen van die landen geen zeggenschap meer hebben? Kan men besnoeien op hulp aan bevolkingen die nu reeds lijden onder het feit dat de armoedebestrijding van hun regering spaak loopt? Als men de hulp van dat criterium afhankelijk maakt, versterkt men dan de greep van de Wereldbank op die landen niet?

Kan de noodzaak om de solidariteit te doen dragen door het middenveld en de ngo's er niet toe leiden dat de solidariteit overgelaten wordt aan de privésector? Doorgaans bevordert behoorlijk bestuur een inkrimping van de regulerende rol van de Staat ten gunste van de markt, de familie of de ngo's.

Vormen het discours over behoorlijk bestuur en de eruit voortvloeiende beleidslijnen geen nieuwe vorm van neoliberalisme? Na het mislukken van het beleid inzake structurele herschikking, dat rampzalige sociale gevolgen gehad heeft in het Zuiden, hebben de internationale financiële instellingen de aan de arme landen toegekende leningen een nieuwe naam gegeven, "voorzieningen voor armoedebestrijding en voor groei",

maar ze berusten onveranderd op dezelfde principes van subsidiariteit, individualisme, persoonlijke verantwoordelijkheid, individuele vrijheid, rendement en efficiency.

In dat kader wordt bij de uitwerking van het armoedebestrijdingsbeleid uitgegaan van een selectieve aanwending van de sociale uitgaven, die gezien worden als een rendabele investering in de vorming van menselijk kapitaal, en niet als een instrument voor de herverdeling van de rijkdommen. Met de armoedebestrijdingsprogramma's moeten de armen kunnen participeren aan de ontwikkeling dankzij hun inspanningen en toegang krijgen tot de formele sociale en economische circuits. Rechten en sociale bescherming zijn niet aan de orde, wat maakt dat het armoedeprobleem benaderd wordt vanuit een optiek van bijstandverlening.

Bovendien wordt ontwikkeling op die manier een zaak van experts. Ontwikkeling wordt een wetenschappelijke kwestie, een proces waarin de politiek de resultaatgerichte benadering niet overstijgt.

Ontwikkeling is dus een begrip dat buiten het politiek debat en buiten elke democratische keuze valt. Men moet nadenken over de inhoud die men aan het begrip "goed bestuur" dient te geven. De criteria in verband met het goed bestuur moeten verwijzen naar de beginselen van de rechtsstaat, en de ontwikkelingsopties moeten op een vrije en democratische wijze kunnen worden besproken en niet door internationale financiële instellingen worden opgelegd.

Daarenboven kan armoede slechts worden bestreden door universalistische gezondheids- en onderwijspolitiek en niet door een beleid dat op de armen "gericht" is en waarmee structurele ongelijkheden geenszins worden aangepakt.

U hebt zeker het verhaal van Paul Wolfowitz gehoord die zijn politieke vrienden van het Witte Huis of het Pentagon heeft laten recruteren, en dit op grond van twijfelachtige contracten. Het zijn nu die mensen die de Wereldbank met oekazen leiden. Het verduisteren van het voor de armen bestemde geld wordt op selectieve wijze bestreden en de beslissingen worden steeds getroffen ter behartiging van de belangen van het Amerikaanse State Department.

Volgens een communiqué van 63 ngo's dat ik gisteren ontving, zouden de Europese regeringen proberen een oplossing te vinden om het ontslag van de heer Paul Wolfowitz tegen te houden. Heeft u informatie in dat verband?

01.02 Minister **Armand De Decker** (*Frans*): Ik heb vroeger al geprobeerd op dat soort vragen te antwoorden, maar deze vraag blijft actueel, zeker ook omdat de heer Moriau mijn bezoek aan de Wereldbank in Washington en de problemen van de heer Wolfowitz heeft afgewacht om ze te stellen. De Wereldbank is een onmisbare instelling, die voor de heer Wolfowitz bestond en ook na hem zal bestaan. Die instelling voert, in tal van domeinen, een zeer nuttig beleid.

Sta me toe eerst een aantal woorden te wijden aan de internationale conferentie die in dat verband, op initiatief van de heer De Gucht en van uw dienaar, op 14 en 15 maart jongstleden te Brussel werd georganiseerd. Ik hecht inderdaad het grootste belang aan het thema 'goed bestuur'. Ik heb in dat verband opgeroepen tot een ware culturele revolutie in de ontwikkelingslanden, meer bepaald in Afrika, waar de landen van de Europese Unie sinds december 2005 beslisten hun hulp te verdubbelen. De doeltreffendheid van de hulp is immers afhankelijk van het goed bestuur in de landen die de hulp ontvangen en waarop in dat verband een aantal verplichtingen rusten, sinds de Millenniumdoelstellingen in 2000 werden goedgekeurd.

In de drie jaar dat ik dit ministerambt bekleed, heb ik kunnen vaststellen dat de grootste hinderpaal in de strijd tegen de armoede schuilt in het onbehoorlijk bestuur in tal van ontwikkelingslanden. Daarom moet er op dat vlak een echte culturele revolutie tot stand worden gebracht. Als die landen hun bevolking echt willen helpen, dan moeten de bestuurders het voorbeeld geven.

Aan die conferentie van 14 en 15 maart, die in samenwerking met de OESO en de Wereldbank werd georganiseerd, namen 400 personen deel, onder wie leden van de regeringen van de donorlanden, leden van de regeringen van de landen die hulp krijgen en personen uit de privésector en het maatschappelijk middenveld. Door ons ertoe te verbinden de millenniumdoelstellingen te halen, hebben wij ingestemd met een vorm van bestuur die de ontwikkeling mogelijk maakt. Ik heb er tot mijn tevredenheid kunnen vaststellen dat er zich een internationale consensus aftekent over verscheidene ideeën die mij na aan het hart liggen, zoals het belang van een versterkte politieke dialoog met de landen van het Zuiden, de idee dat de verbetering van

het bestuur een proces moet zijn dat moet worden aangemoedigd via een politieke dialoog die stoelt op stimulerende maatregelen veeleer dan op sancties.

Een voorbeeld: toen ik voor de eerste keer naar de Wereldbank ging wilde ik een politieke dialoog tot stand brengen over het thema van het bestuur met de ministers van Financiën van de Sahellanden.

We zijn begonnen met Niger, Burundi en de DRC. Er moest een politieke dialoog tot stand gebracht worden tussen het Belgische departement Ontwikkelingssamenwerking en het ministerie van Financiën van elk van die landen, met het World Bank Institute erbij, om de landen die wij steun verlenen ertoe aan te moedigen programma's te aanvaarden waarmee het begrip "behoorlijk bestuur" op lange termijn kan evolueren. Wat mij betreft evolueert het internationale debat over behoorlijk bestuur positief, geheel in overeenstemming trouwens met de standpunten van de Europese Unie.

Tijdens die Conferentie spraken sommigen net als u nu hun bezorgdheid uit over de indicatoren van de Wereldbank. Volgens de leden van het panel dat zich over deze kwestie boog, zijn de indicatoren een nuttig objectief meetinstrument, maar geen wondermiddel, en moeten ze met de nodige voorzichtigheid worden gebruikt.

Na deze stand van zaken met betrekking tot het internationale debat over behoorlijk bestuur wil ik ingaan op de volgende punten.

Het begrip "behoorlijk bestuur" moet opnieuw in zijn historische context geplaatst worden: nadat bleek hoe beperkt het effect van decennialange inspanningen voor ontwikkelingssamenwerking was, dook het begrip voor het eerst op in het begin van de jaren 90. Vandaag gaat men ervan uit dat twee factoren als de politieke voorwaarden voor een efficiëntere ontwikkeling gelden: de idee dat steun pas doeltreffend kan zijn als de ontvangende landen zelf actief bij de hulpverlening betrokken worden (het ownershipprincipe), want van buitenaf opgelegde en uitgewerkte steun werkt niet, en het begrip "behoorlijk bestuur", want een goed beheer van de res publica is onontbeerlijk voor de ontwikkeling.

In dat opzicht verwijs ik naar het werk van de Malinees Ousmane Sy, die het gebrek aan goed bestuur in de Afrikaanse landen bezuiden de Sahara ten aanzien van hun specifieke verantwoordelijkheden aan de kaak heeft gesteld. Onder zijn invloed heeft Mali op dat vlak trouwens grote inspanningen geleverd.

De definitie van het begrip 'goed bestuur' is meer of minder breed naargelang men het vanuit technocratisch dan wel vanuit politiek oogpunt benadert. Persoonlijk begrijp ik het als de eerbied voor de rechtsstaat, met name voor de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht. Die notie bevat tevens ethische en morele waarden, zoals het feit dat het algemeen belang boven individuele belangen gaat. Goed bestuur heeft ook betrekking op de mensenrechten, de positie van de vrouw in de samenleving en de eerbied voor het milieu.

De Wereldbank past natuurlijk vooral de technocratische definitie toe op basis van de CPIA-indicatoren. Maar de Wereldbank is echter slechts één van de instellingen die zich over het probleem buigen. Middels die indicatoren wil men zich ervan verzekeren dat de fondsen op een transparante en doeltreffende manier worden beheerd. Het gaat hier dus niet om een aanpak die gestoeld is op wat u neoliberalisme noemt, maar over de zorg voor een degelijk financieel bestuur.

Net als andere donoren, waaronder de Europese Unie, moduleert de Wereldbank steeds meer haar steun naargelang van de prestaties en de verbintenissen van de donorlanden. Dat is trouwens ook het geval voor de Belgische samenwerking, aangezien we het 'ownership' van de hulpontvanger over de projecten willen versterken naarmate het goed bestuur in dat land uitbreiding neemt.

Dat betekent niet dat de landen zonder behoorlijk bestuur of bemoedigende vooruitzichten, in de toekomst geen hulp meer zullen krijgen. Dat zou immers een dubbele bestraffing betekenen van de bevolking die al het slachtoffer is van slecht bestuur.

Daarom vind ik dat het onze eerste prioriteit moet zijn om de bestuurders van de landen van het Zuiden ertoe te brengen degelijk te besturen.

01.03 Patrick Moriau (PS): Het gaat er niet om dat men voor of tegen behoorlijk bestuur is, maar de vraag is wat men daaronder verstaat. Er was een Wereldbank vóór Wolfowitz en er zal er ook een zijn na hem, maar door de gebeurtenissen rond zijn persoon zijn de tongen losgekomen en wordt er gewag gemaakt van het streven van de Verenigde Staten om de grote internationale financiële instellingen te gebruiken om hun hegemonie te versterken.

Er is niet voldaan aan alle criteria van de Wereldbank waar ik achter sta. Ik ben het niettemin met u eens dat wij in een evolutief proces zitten.

01.04 Minister **Armand De Decker** (*Frans*): U lijkt te vrezen dat de Europese landen het makkelijker hebben gemaakt voor de heer Wolfowitz om aan te blijven. Volgens de berichten die ik opvang, formuleren de Europese landen integendeel een eis in termen van achtbaarheid van de instelling en van de man die aan het hoofd ervan staat. Er zou dan ook binnenkort schot moeten komen in dat dossier.

01.05 **Patrick Moriau** (PS): Ik vraag niet dat er koppen zouden rollen! Ik heb mij ertoe beperkt te vermelden wat de heer Tricario, directeur van de campagne "*Per la riforma della Banca Mondiale in Italia*" heeft gezegd.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "een project rond seksueel geweld in de Democratische Republiek Congo" (nr. 14357)**

02.01 **Hilde Vautmans** (VLD): Ik wil iedereen oproepen het Reglement te respecteren. De vorige vraag heeft 35 minuten geduurd, terwijl dat maar vijf minuten mag zijn.

België financiert sinds januari 2005 samen met drie VN-organisaties een project tegen seksueel geweld in de Democratische Republiek Congo. Dit project duurt vier jaar en richt zich op verschillende aspecten van de problematiek van seksueel geweld tegen vrouwen en kinderen. Het project loopt in drie provincies en België draagt er 7,82 miljoen euro aan bij.

De helft van de looptijd is voorbij en graag had ik de stand van zaken vernomen. Is het project al geëvalueerd? Loopt het volgens schema? Wat zijn de conclusies? Hoe zal het project verder gaan?

Voorzitter: de heer Patrick Moriau.

02.02 Minister **Armand De Decker** (*Nederlands*): Het project werd officieel gelanceerd in juni 2005 en is nu inderdaad halverwege. De organisatie van een symposium met België als gastheer heeft het project weer op de voorgrond geplaatst, zowel in eigen land als op het internationale toneel en in de DRC. Het heeft geresulteerd in de *Brussels call to action to adress sexual violence in conflict and beyond*, wat positief is gebleken voor het project.

De uitvoerende agentschappen waken er vooral over dat er gecoördineerd wordt opgetreden. Het project maakt een goede vooruitgang ondanks enkele moeilijkheden, vooral logistieke. In 2006 hebben Unicef en UNFPA de samenwerking met hun partners geëvalueerd. Waar nodig werden nieuwe partners aan boord genomen.

Gaandeweg werden de interventiestrategieën aangepast om de toegankelijkheidsproblemen tot gebieden waar veel slachtoffers zich bevinden, op te lossen. Uit de proefdatabank blijkt dat we 5891 slachtoffers medische bijstand hebben verleend en dat we 4648 slachtoffers psychosociale begeleiding geven.

Het rechtelijke aspect kreunt onder structurele en technische moeilijkheden die resultaten in de weg staan. Toch is er sprake van een tastbaar resultaat omdat er op 22 juni van dit jaar een wet werd goedgekeurd in de DRC tegen de straffeloosheid.

(*Frans*) In alle provincies werd de opleiding van de onderzoekers, de toezichthouders en de toezichthoudende gemeenschapsdiensten voortgezet.

(*Betogers schelden de minister uit van op de bezoekertribune en worden verwijderd door de veiligheidsdienst.*)

02.03 Minister **Armand De Decker** (*Frans*): Heren, leer wat democratie inhoudt! Uw gedrag is betreurenswaardig.

Er werden diverse activiteiten georganiseerd om de maatschappelijke betrokkenheid aan te wakkeren en gedragsveranderingen te bewerkstelligen, tevens werden er documentaires gemaakt die de belangrijkste leiders van het belang van de strijd tegen seksueel geweld moeten overtuigen.

(*Nederlands*): De structuren van medisch-sanitaire zorgverstrekking werden versterkt door geneesmiddelen- en voorbehoedsmiddelenbevoorrading en de rehabilitatie van de doelstructuren. Het geneesmiddeltransport zorgt voor problemen door logistieke moeilijkheden en hoge kosten. Er werden ook dienstverlenende personen gevormd.

(*Frans*) Er worden gemeenschapsbemiddelaars opgeleid met het oog op de re-integratie van de slachtoffers in hun familie. Voorts worden er met de hulp van ngo's activiteiten georganiseerd om de slachtoffers financieel te ondersteunen.

De toenemende betrokkenheid van de Congolese partner draagt bij tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project.

Om de hoogste overheden op de problematiek attent te maken heb ik president Kabila een kopie bezorgd van een RTBF-reportage over de manier waarop in het Panzi-ziekenhuis van Bukavu wordt omgegaan met de vrouwen die in de provincie Kivu het slachtoffer van seksueel geweld waren geworden. Helaas wordt verkrachting in Afrika maar al te vaak als een oorlogswapen gebruikt.

(*Nederlands*) Het project is halverwege en wordt dit jaar geëvalueerd. De resultaten worden verwacht in juni. Ik zal het Parlement op de hoogte houden.

02.04 **Hilde Vautmans** (VLD): Ik ben geschrokken van de reacties op de tribune. Het is choquerend dat onze werkzaamheden worden verstoord door geroep en getier. Ik begrijp dat niet iedereen even tevreden is met de verkiezingsuitslag in Congo, maar als waarnemer heb ik kunnen constateren dat de verkiezingen eerlijk zijn verlopen. Men dient zich dus bij de uitslag neer te leggen.

Uit de cijfers van de minister blijkt dat het om erg veel slachtoffers gaat. Het is belangrijk dat het project wordt geëvalueerd, maar ik hoop dat daar dan ook de nodige conclusies uit worden getrokken. Straks staat er een resolutie op de agenda en ik hoop dat die vandaag nog kan worden behandeld. Ik stel voor om door te werken tijdens de middag.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de uitgaven van ontwikkelingslanden in 'non-productieve' sectoren" (nr. 14980)**

03.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): Het IMF legt ontwikkelingslanden uitgaveplafonds op waardoor ze niet al het ontwikkelingsgeld dat zij krijgen, kunnen uitgeven in de non-productieve sectoren. Het IMF ontkent dit probleem stelselmatig.

Gemiddeld wordt 37 procent van de buitenlandse hulp opzijgezet voor internationale reserves. Van de overgebleven 63 procent werd slechts 28 procent effectief uitgegeven. Dat betekent dat slechts 20 procent van de hulp ook echt wordt omgezet in ontwikkelingsprojecten.

Is de minister op de hoogte van deze IMF-praktijk? Hoeveel van de Belgische buitenlandse hulp wordt door dit beleid getroffen?

03.02 Minister **Armand De Decker** (*Nederlands*): Eigenlijk is minister Reynders bevoegd voor zaken aangaande het IMF.

De cijfers van de heer Van der Maelen zijn afkomstig uit een studie van het IMF over de vraag hoe ontwikkelingslanden moeten omgaan met een plotse en sterke stijging van de bedragen voor ontwikkelingshulp en over de macro-economische gevolgen daarvan. De sterke groei is het gevolg van de beloftes van de donorlanden op de G8-bijeenkomsten in Monterey en Gleneagles. De studie onderzocht de situatie in Mozambique, Ghana, Ethiopië, Oeganda en Tanzania.

Op zich is elke stijging van het ontwikkelingsbudget een goede zaak, maar het IMF plaatst wel enkele vraagtekens. Zo kunnen er macro-economische problemen ontstaan wanneer de hulp in een bepaald jaar stijgt maar het jaar daarop weer daalt. Er wordt in projecten geïnvesteerd, maar een jaar later is er geen geld meer om ze voort te zetten, waardoor er moet worden geleend op de binnenlandse markt. Daardoor stijgt het tekort van de overheidsfinanciën.

Een plotse stijging kan ook negatief zijn voor de privésector. De overheid verkoopt de binnenkomende deviezen aan de centrale bank, die ze op de markt verkoopt. Daardoor stijgt de waarde van de nationale munt. Exportbedrijven kunnen daardoor in moeilijkheden raken. In veel landen houdt de centrale bank dus een deel van de deviezen in reserve.

Dit is een erg theoretisch antwoord dat bovendien niet opgaat voor België. België geeft immers geen geld aan regeringen, maar ontwikkelt gezamenlijke projecten.

Het IMF stelt vast dat het donorgeld dat bij de overheid terechtkomt, wel degelijk wordt besteed. Wel wordt een deel van het geld gebruikt om het begrotingstekort te verminderen. Vóór de stijging van de donorgelden moest men daarvoor lenen op de binnenlandse markt.

(Frans) De regeringen hebben ervoor gekozen de overheidsuitgaven op te trekken nadat de hulp was toegenomen, maar de bijkomende uitgaven blijven lager dan het totale volume van de bijkomende hulp. Uit de studie van het IMF blijkt dat de uitgaven minder snel stijgen dan de hulp, zodat de binnenlandse schuld daalt, wat wijst op een voorzichtig macro-economisch beleid in de betrokken landen.

03.03 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Ik heb deze vraag ook aan minister Reynders gesteld en uit zijn antwoord kon ik afleiden dat België aan zijn vertegenwoordiger bij het IMF, de heer Willy Kiekens, heeft gevraagd zich niet te verzetten tegen dit beleid.

Gezonde overheidsfinanciën zijn voor een ontwikkelingsland natuurlijk belangrijk, maar het beleid van het IMF is helemaal niet politiek neutraal. Sommigen noemen het monetaristisch of neoliberal. Feit is dat het IMF afkerig is van publieke uitgaven. Het is onbehoorlijk dat het IMF bepaalt hoe landen het geld – dat zij niet van het IMF maar van andere landen hebben gekregen – moeten besteden. Financiële stabiliteit kan ook op andere manieren worden bereikt.

Bovendien hebben infrastructuurwerken geen inflatoire gevolgen. Ik denk aan het bouwen van een school of het aanleggen van waterleidingen.

Wij moeten hierover de discussie aangaan binnen het IMF.

03.04 Minister Armand De Decker (Nederlands): Ik stel voor dat de heer Kiekens bij het begin van de volgende regeerperiode toelichting komt geven.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de strategienota 'landbouw en voedselzekerheid' " (nr. 15003)

04.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): De strategienota 'landbouw en voedselzekerheid' wordt op dit moment binnen DGOS opnieuw besproken. Welke conclusies geven richting aan de nieuwe nota? Herwerkt men de huidige nota? Neemt men nieuwe accenten op? Waarom doet men dat desgevallend? Hoe streeft de

nieuwe nota naar concrete, doelgerichte engagementen inzake duurzame landbouwontwikkeling? Welke impact mogen we verwachten? Zal men de nota als strategisch referentiekader kunnen gebruiken voor de uitvoering van de bilaterale hulp? Welk gewicht krijgt de nota bij de bepaling van het Belgisch standpunt tijdens donorbesprekingen, bij internationale handelsovereenkomsten en binnen het internationale en vooral Europese handelsbeleid? Kunnen Belgische ngo's met ervaring hun aanbevelingen inbrengen? Kunnen boerenorganisaties uit de ontwikkelingslanden hun ervaringen inbrengen? Hoewel 'landbouw en voedselzekerheid' een van de vijf prioritaire sectoren van de Belgische ontwikkelingssamenwerking is, verminderde het aandeel landbouw in de uitgaven van 11 procent in 1987 naar 3 procent in 2005. Zal de nieuwe strategienota de middelen vermelden voor landbouw en voedselzekerheid in de komende jaren?

04.02 Minister **Armand De Decker** (*Nederlands*): De wet van 1999 op de internationale samenwerking bepaalt dat de strategienota's om de vier jaar worden aangepast. De aanpassing gebeurt op basis van een evaluatie. Sectorale evaluaties - in het bijzonder over sectorale en thematische strategienota's - worden opgenomen in het evaluatieprogramma van DGOS. Elk jaar wordt één sector van de wet geëvalueerd. Zo wordt onderwijs in 2007 geëvalueerd.

Wanneer men de sector 'landbouw en voedselzekerheid' evalueert, zal men lessen trekken die men in rekening zal brengen bij de aanpassing van de strategienota in kwestie. De tweede generatie strategienota's zal korter zijn. Ze zullen rekening houden met de resultaten van de evaluaties en ook onder meer met de verklaring van Parijs uit 2005 over de doeltreffendheid van de hulp. De nieuwe nota's zullen de meer gedetailleerde strategienota's niet vervangen, maar vergezellen.

De civiele samenleving zal meer betrokken worden bij de voorbereiding en uitwerking van de nieuwe strategienota's. Dit beantwoordt aan een aanbeveling van de *peer review* van het ontwikkelingshulpcomité van de OESO. De strategienota's moeten ertoe bijdragen dat België een betere partner wordt van de begunstigde ontwikkelingslanden. De Belgische ontwikkelingssamenwerking moet op één lijn zitten met de ontwikkelingsstrategieën van deze landen met respect voor het *ownership*principe.

Het percentage voor landbouw en voedselzekerheid in onze officiële ontwikkelingshulp is inderdaad gedaald van 11 procent in 1987 naar 3,2 procent in 2005. In feite is dit 4,2 procent als men rekening houdt met de actie van Belgisch Overlevingsfonds. De daling is te verklaren door de talrijke mislukkingen van de Belgische ontwikkelingssamenwerking in deze sector tijdens de jaren '80 en '90.

Het is te vroeg om over de toekomstige oriëntatie te spreken. Overeenkomstig de principes van de doeltreffendheid van de hulp richt de Belgische ontwikkelingssamenwerking zich op een grotere concentratie op landen en sectoren en een grotere specialisatie die strookt met de ontwikkelingsstrategieën van partnerlanden met respect voor het *ownership*principe. De landbouwontwikkeling zit niet altijd in deze strategieën. Wanneer het wel zo is, houden we er rekening mee in onze samenwerkingsprogramma's. De landbouwsector is zeer belangrijk om efficiënt tegen armoede te vechten. Ik ben van mening dat de sector landbouw de komende jaren in belang zal toenemen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15025)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Op 27 februari heb ik alle ministers dezelfde schriftelijke vraag gesteld. Meer dan de helft van hen heeft inmiddels geantwoord. Minister De Decker heeft dat nog niet gedaan. Omdat het einde van de regeerperiode vlakbij is, stel ik de vraag mondeling.

Heeft het kabinet of het departement voor Ontwikkelingssector tijdens deze regeerperiode gerechtelijke dossiers toevertrouwd aan de heer Uyttendaele? Om hoeveel dossiers ging het? Welk ereloon heeft men betaald aan de echtgenoot van de minister van Justitie?

05.02 Minister **Armand De Decker** (*Nederlands*): Ik heb nooit een beroep gedaan op het advocatenbureau van de heer Uyttendaele.

05.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De minister is een van de weinigen. Ik zou hem er bijna voor durven te feliciteren.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Claude Marinower aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "Palestijnse schoolboeken" (nr. 15076)

06.01 Claude Marinower (VLD): Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking Boutmans zei tijdens de vorige regeerperiode tijdens een debat dat de problematiek van de (Palestijnse) schoolboeken een onderwerp van het verleden was.

Uit een persbericht van einde maart 2007 over schoolboeken voor elfjarige kinderen die in december 2006 voorgesteld zijn, blijkt het tegendeel. In 2001 bevatte het opvoedingsmateriaal veel minder opruiende taal, maar in deze uitgave is die opnieuw schering en inslag. Zo vermeldt het onderdeel aardrijkskunde - zoals vroeger - dat de oppervlakte van de Palestijnse staat 10.000 km² bedraagt. Die oppervlakte kan enkel kloppen indien de staat Israël niet zou bestaan. Op de kaarten komt Israël niet voor.

Op de voorpagina van een document van september 2006 wordt in het bijzonder België van ganser harte bedankt voor de financiële hulp bij dit project. Minstens de diensten van Buitenlandse Zaken zijn hiervan op de hoogte gebracht.

Hoe volgen de bevoegde diensten de aanwending van de fondsen op die men ter beschikking stelde van de Palestijnse Autoriteit? Voor zover het onderzoek uitgewezen zou hebben dat de fondsen voor andere doeleinden werden aangewend, hoe zou de administratie er dan op toezien dat dit in de toekomst niet meer zou gebeuren? Kan de minister bevestigen dat onze overheden - in het bijzonder de ambassade - een onderzoek hebben opgestart? Wat zijn de resultaten van het onderzoek dat al enkele maanden loopt? Welke maatregelen overweegt de minister tegenover de verkeerde aanwending van Belgische fondsen?

06.02 Minister Armand De Decker (*Nederlands*): Het is een belangrijk gegeven dat de twee bijkomende projecten die we hebben gefinancierd, respectievelijk in oktober 2004 en juli 2006, beëindigd zijn. Sindsdien is België niet meer betrokken bij de ontwikkeling van het curriculum, noch bij het drukken van schoolboeken.

De BTC superviseerde de projecten voortdurend en de in het verleden verschenen beschuldigingen werden systematisch verworpen. Sinds de beëindiging van de projecten is er geen contact meer tussen het Belgische consulaat en het Palestinian Curriculum Development Center. Wij kunnen uiteraard niet garanderen dat er sindsdien geen wijzigingen werden aangebracht aan de handboeken.

Dit soort polemiek komt altijd weer op gang als een minister een bezoek aan de Palestijnse gebieden brengt.

06.03 Claude Marinower (VLD): Ik zal nagaan of het verband dat de minister suggereert, werkelijk bestaat.

Na de uitleg van de minister begrijp ik niet waarom de Belgische regering wordt bedankt.

06.04 Minister Armand De Decker (*Nederlands*): De BTC heeft in de loop van de tijd moeilijkheden opgemerkt en wijzigingen laten aanbrengen. Uiteraard weten de Palestijnen nog dat we schoolboeken hebben gefinancierd. Met die schoolboeken waren toen geen problemen. De bedanking moet in dat licht worden gezien.

06.05 Claude Marinower (VLD): Als ik het goed begrepen heb, bedoelt de minister dat mijn informatie verkeerd is en ingegeven werd door het bezoek van minister De Gucht.

06.06 Minister Armand De Decker (*Frans*): Toen ik naar Palestina ging, werd ik bedankt voor de door mijn

voorgangers verstrekte hulp op het gebied van de publicatie van schoolboeken. Ik werd ervan verwittigd dat er problemen waren en dat die boeken gewijzigd werden maar dat behoort nu tot het verleden. Wij hebben kwaliteitsboeken medegefinancierd. Wetenschapsboeken of boeken op andere gebieden hebben niet voor problemen gezorgd.

06.07 Claude Marinower (VLD): Via de ambassade? Volgens de inlichtingen waarover ik beschik heeft het bestuur van Buitenlandse Zaken een onderzoek gevraagd. Wat is het resultaat van dat onderzoek?

06.08 Minister Armand De Decker (Nederlands): Ik beschik niet over dat onderzoek.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de samenwerking met Palestina in 2006 en na de vorming van de regering van nationale eenheid" (nr. 15077)

07.01 Zoé Genot (ECOLO): Na een voorbeeldige stembusgang werd Hamas in september 2006 opgenomen in de Palestijnse regering. Daarop heeft het Kwartet, dat ook de Europese Unie omvat, de directe steun aan de Palestijnse regering opgeschort. België heeft de projecten voor ontwikkelingssamenwerking die begin 2006 al liepen, niet stopgezet, wel werden twee nieuwe projecten opgeschort (elektrificatie van dorpen in het noorden van de Westelijke Jordaanoever, en renovatie van scholen op de Westelijke Jordaanoever en in Gaza). Vóór de voormelde verkiezingen wilde u ook nog 10 miljoen euro extra hulp toekennen voor renovatiewerken in de Gazastrook na de terugtrekking van Israël.

In de herfst van 2006 stelde het Europese Parlement vast dat de regeling voor indirecte steun op een mislukking was uitgedraaid, en pleitte het voor een terugkeer naar het vroegere mechanisme. Sindsdien hebben de Palestijnse politici heel wat inspanningen geleverd om tot een goede onderlinge verstandhouding te komen en de situatie in Palestina en ten aanzien van Israël te verbeteren. Ik hoop dat de Europese Gemeenschap en België, die er snel bij waren om de Palestijnen te straffen voor hun stemgedrag, even snel zullen reageren om hun steun aan te passen.

Welke samenwerkingsprojecten werden er voortgezet in Palestina na de overwinning van Hamas? Welke projecten werden er opgeschort of bijgestuurd? Welk budget is daarmee gemoeid?

Wat werd er ondernomen om ervoor te zorgen dat de Palestijnen de 60 miljoen euro aan belasting op het transport van goederen via hun grondgebied krijgen die Israël hun verschuldigd is? Hoe wordt de Belgische ontwikkelingssamenwerking georganiseerd na de vorming van een Palestijnse regering van nationale eenheid?

07.02 Minister Armand De Decker (Frans): De regeringsbeslissingen met betrekking tot onze samenwerking in de Palestijnse gebieden nadat Hamas aan de macht is gekomen, werden voornamelijk geleid door de bedoeling de Palestijnse bevolking te steunen en een evolutie op gang te brengen bij Hamas.

In die context heb ik drie projecten tijdelijk opgeschort. Twee daarvan werden sindsdien gedeblokkeerd, na de Israëlische beslissing om de elektrificatie van dorpen in de regio Jericho in zone C toe te laten en als gevolg van de verduidelijkingen die dr. O. Kitaneh, voorzitter van de *Palestinian energy authority*, aanbracht met betrekking tot het statuut van die instelling.

Een aantal projecten dat aan de gang was voor Hamas aan de macht kwam, wordt overigens voortgezet.

De volgende projecten worden dus voortgezet overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie en de Belgische regering: Development of the electrical power distribution in the North and West bank, Contribution to the construction of a secondary girl school and rehabilitation of a boy school in Kufre, Local infrastructure and capacity building project, Reinforcement of the tertiary health care in Palestine, Establishment of labs in Shifa and Ramallah hospitals (in het kader van dat project werd een afdeling hartchirurgie opgericht in Ramallah), Study fund lowcost sanitation technologies in Hartas en Palestinian curriculum development center, voor een totaal van ongeveer tien miljoen euro op jaarbasis.

In het kader van het plan-Wolfensohn (de voorganger van de heer Wolfowitz bij de Wereldbank) dat in de heropbouw van Gaza na de terugtrekking van de Israëlische troepen voorziet, heb ik een waterzuiveringsproject van vier miljoen euro in het zuiden van de Gazastrook goedgekeurd. Die projecten

dateren van de periode nadat Hamas in de regering is gekomen.

Ten slotte heb ik ook een project van 1,6 miljoen euro voor de levering van geneesmiddelen aan Palestijnse ziekenhuizen opgestart.

U zou uw vraag over de door Israël bewaarde inkomsten aan mijn collega De Gucht moeten stellen. Een gemengde zending DGD/BTC waaruit praktische voorstellen zullen voortvloeien, is net terug van een reis in de Palestijnse gebieden. Onze positie ten opzichte van de totstandkoming van de nieuwe regering van nationale eenheid zal aansluiten bij die van de Europese Unie.

07.03 Zoé Genot (ECOLO): De voor Palestina toegewezen bedragen zijn kleiner dan die welke in februari 2006 waren aangekondigd. U hebt meermaals gezegd dat de Palestijnen en hun overheid het meest worden benadeeld door het feit dat zij uit hun belastingen, waarmee 90 % van de ambtenaren konden worden betaald, geen enkel voordeel kunnen halen. Daarover moeten Europa en België dus dringend een standpunt innemen.

Toen Hamas verkozen werd, liet de reactie van de internationale gemeenschap niet op zich wachten. Voor mij zou het een teleurstelling zijn mocht de internationale gemeenschap niet reageren nu de door haar gewenste vorderingen een feit zijn en er positieve signalen zijn gekomen met betrekking tot het vredesproces!

07.04 Minister Armand De Decker (Frans): Ik zal voorzichtiger zijn dan u. Ik geloof dat een en ander sneller zou kunnen verlopen indien de signalen van de regering van nationale eenheid duidelijker zouden zijn wat het nakomen van de *road map*, het einde van het geweld en de terroristische activiteiten en de erkenning van de Staat Israël betreft. Tot vandaag vloeien die drie aangelegenheden impliciet voort uit de coalitieregering met Fatah, maar waren ze nog niet het voorwerp van zeer precieze verklaringen en verbintenissen. Daarom neemt de Europese Unie een voorzichtige houding aan, al is het wel degelijk haar bedoeling het vredesproces vooruit te helpen.

Toen ik het bijkomende bedrag van tien miljoen heb aangekondigd, na de Israëlische terugtrekking uit de Gazastrook, wilde ik de heer Wolfensohn helpen om zijn plan ten uitvoer te brengen. De verkiezingen hebben de zaken er echter niet gemakkelijker op gemaakt. Bij mijn bezoek in juli, wilde president Abbas snel een coalitieregering tot stand brengen, onder meer om de betrekkingen met Israël te normaliseren. Maar de regeringsvorming sleepte maanden aan en bleek ingewikkelder dan gedacht.

Vandaag hoop ik dat de toestand in gunstige zin zal evolueren. De initiatieven van Saoedi-Arabië wijzen op de politieke wil het Israëlisch-Palestijnse vraagstuk te regelen. Hoe dan ook zal België alles in het werk stellen om het vredesproces vooruit te helpen.

07.05 Zoé Genot (ECOLO): Ik heb de criteria die de internationale gemeenschap voor de erkenning van de staat Israël heeft vastgelegd, nooit kunnen aanvaarden, omdat België noch Israël de Palestijnse Staat erkend hebben. Alle betrokkenen moeten een positief signaal geven, maar de Palestijnse politici geven blijk van hun bereidheid om vreedzaam samen te leven en het vredesproces een nieuwe kans te geven. De internationale gemeenschap moet een dergelijk beleid aanmoedigen.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 11.48 uur.